

Coordination SUD

-- Positions des ONG - Actualités - Actu. ONG --

Actu. ONG

Les Français face à l'enjeu de la faim dans le monde

Sandrine Auneau
mardi 17 octobre 2006

Les résultats du sondage BVA - CCFD - La Croix - Europe 1 sur l'enjeu de la faim dans le monde ont été publiés le 12 octobre dernier. Ce sondage mesure notamment l'opinion des Français sur les effets des choix alimentaires du Nord sur les petits paysans du Sud. Il fait également ressortir que les Français attendent plus d'engagement politique sur ce thème à l'approche des échéances présidentielles de 2007.

Les Français préoccupés par la faim dans le monde

35% des Français ont cité la lutte contre la faim dans le monde comme une grande cause à soutenir en priorité (un chiffre stable depuis 2003), en quatrième place derrière la lutte contre l'exclusion en France (48%), la défense des droits de l'enfant (47%) et la protection de l'environnement (43% + 8 points).

Les raisons de la faim dans le monde : Si 37% des personnes interrogées estiment que l'inégale répartition des richesses est à l'origine de la faim dans le monde (41% en 2004), 31% avancent également la mauvaise gestion de certains gouvernements de pays pauvres. Les situations de guerre et de violence y contribuent aussi pour 22% des sondés (19% en 2005).

Les institutions mises en doute : Les Français continuent de croire d'abord à la contribution des ONG dans la lutte contre la faim dans le monde (61%, +4 points depuis 2003) tandis que leur confiance dans les institutions sur ce thème s'affaiblit toujours plus (l'ONU (59%, -10 points depuis 2003), l'Union européenne (51%, -10 points depuis 2003), le gouvernement français (42%, -10 points depuis 2003) ou le FMI (26%, -6 points depuis 2003). Leur confiance dans les entreprises multinationales reste faible même si on note une amélioration (18%, + 4 points depuis 2003).

Les OGM en question : Pour 52% des Français, l'utilisation de semences OGM ne peut pas être une solution à la faim dans le monde (la confiance dans les OGM en baisse de 9 points par rapport à 2003).

Les choix alimentaires au Nord ont un impact pour les pays en voie de développement

39% des Français pensent que nos habitudes alimentaires ont des conséquences négatives sur la vie des agriculteurs des pays en développement, contre 16% avec une opinion contraire.

Des priorités de développement agricole qui lèsent les agriculteurs des PED : 36% des Français estiment que le développement des cultures d'exportation dans les PED fragilise la situation des agriculteurs de ces pays (souvent au détriment d'une autosuffisance alimentaire), contre 23% qui affirment qu'elle la renforce.

Des solutions locales avant tout : Pour 37% des Français, les initiatives des organisations paysannes

des PED sont le moyen le plus efficace pour améliorer les conditions de vie des agriculteurs de ces pays, suivies (pour 27%) par les politiques agricoles des PED. Seulement 23% des sondés croient en la capacité des investissements des multinationales de l'industrie agro-alimentaire.

Dans le cadre des prochaines élections, les Français attendent plus d'engagement politique en faveur de la solidarité internationale

La grande majorité des Français attend des engagements de la part des candidats à l'élection présidentielle sur le thème de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (90%), de l'aide au développement (87%), ou des règles du commerce mondial (80%).

Pour 50% des Français le thème de la solidarité internationale à l'égard des pays en développement (PED) n'est pas assez présent dans le débat politique à l'approche de l'élection présidentielle (55% des 18-24 ans et 61% des Bac+2 et plus). Les sympathisants de gauche se disent plus attachés à la solidarité avec les pays pauvres que ceux de droite (61% contre 41%).

Retrouvez l'intégralité du sondage sur www.ccf.asso.fr

Sondage réalisé par l'Institut BVA en face à face du 28 au 30 septembre 2006 auprès d'un échantillon de 1161 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Echantillonnage par la méthode des quotas : sexe, âge, profession du chef de famille, après stratification par région et catégorie d'agglomération.